

Communiqué de presse
Jeudi 19 décembre 2013

L'économie suisse rejette fermement l'initiative isolationniste de l'UDC

À l'occasion d'une conférence de presse, le Comité « contre l'immigration de masse » souhaitait démontrer que des pans de l'économie suisse soutiennent l'initiative de l'UDC. Le choix des orateurs prouve pourtant le contraire : hors du groupe UDC, il n'y a guère d'entrepreneurs qui s'engagent en faveur de cette initiative des plus nuisibles. Les branches économiques ont rarement parlé d'une seule voix, comme elles le font en prévision de la votation du 9 février 2014.

L'économie suisse ne soutient pas l'initiative de l'UDC qui isole la Suisse. Que ce soit les PME ou les grandes entreprises, l'Union des Paysans ou l'industrie, la branche du tourisme, celle de l'informatique ou la pharma, toutes les branches et organisations faîtières se sont exprimées clairement contre le projet. Les initiants ont tenté aujourd'hui de dissimuler cela en présentant une poignée d'entrepreneurs issus du groupe UDC fédéral comme un « comité de l'économie ». L'exercice était tout sauf crédible et souligne que, hors du cercle restreint des initiants, personne au sein de l'économie n'est disposé à défendre un projet aussi néfaste pour les entreprises.

Les raisons en sont claires. Une enquête représentative réalisée par le centre de recherche BAK Basel et publiée en début de semaine a montré clairement que la libre circulation des personnes et les accords bilatéraux Suisse-UE sont indispensables à l'économie. En effet, 80 % des entreprises interrogées se sont exprimées dans ce sens. Il est également apparu que la grande majorité des entreprises ne souhaitent en aucun cas revenir à un dispositif étatique pour réglementer l'immigration. Un cloisonnement du marché du travail et sa bureaucratisation, tels que prévus par l'initiative, nuisent à leur compétitivité et menacent ce faisant la prospérité de la Suisse. L'économie est favorable à une politique d'immigration constructive. Elle rejette fermement l'initiative isolationniste de l'UDC.

Les associations de branche et organisations faîtières exposeront les nombreuses bonnes raisons de refuser l'initiative au cours d'une conférence de presse qui se tiendra le 6 janvier 2014.

Pour toutes questions :

Union patronale suisse : Roland A. Müller, directeur, tél. 079 220 52 29

economiesuisse : Rudolf Minsch, directeur a.i., tél. 076 576 11 22

Union suisse des arts et métiers usam : Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 079 285 47 09